

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

2024-Maint-PMV-2025-2029

l'Acheteur

Ministère chargé des Transports - Direction Interdépartementale des Routes Est

Représentant de l'Acheteur (RA)

Ministère chargé des Transports
Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Est

Objet du marché

Marché public à bons de commande de maintenance des PMV de la DIR Est

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

	Pages
PRÉAMBULE.....	4
ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
1-1. Objet du marché et Normes.....	5
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	5
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	6
1-4. Passation des commandes.....	6
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	7
1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	7
1-7. Dispositions générales.....	8
1-8. Ordres de service.....	11
1-9. Coordinations en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS).....	11
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	12
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES...12	
3-1. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	12
3-2. Variation dans les prix.....	14
ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....16	
4-1. Délais d'exécution.....	16
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	16
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	16
4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	17
4-5. Maintenance corrective bloquante.....	17
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....18	
5-1. Retenue de garantie.....	18
5-2. Avances.....	18

ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	<u>19</u>
ARTICLE 7. MISE EN PLACE ET EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	<u>19</u>
7-1. Mise en place du marché.....	<u>19</u>
7-2. Conditions d'exécution.....	<u>19</u>
7-3. Conditions d'intervention.....	<u>20</u>
7-4. Formation.....	<u>21</u>
7-5. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	<u>21</u>
ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES.....	<u>22</u>
8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais.....	<u>22</u>
8-2. Admission.....	<u>22</u>
8-3. Garantie(s).....	<u>22</u>
ARTICLE 9. RÉSILIATION.....	<u>23</u>
ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES.....	<u>23</u>
ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	<u>23</u>

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le Code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

PRÉAMBULE

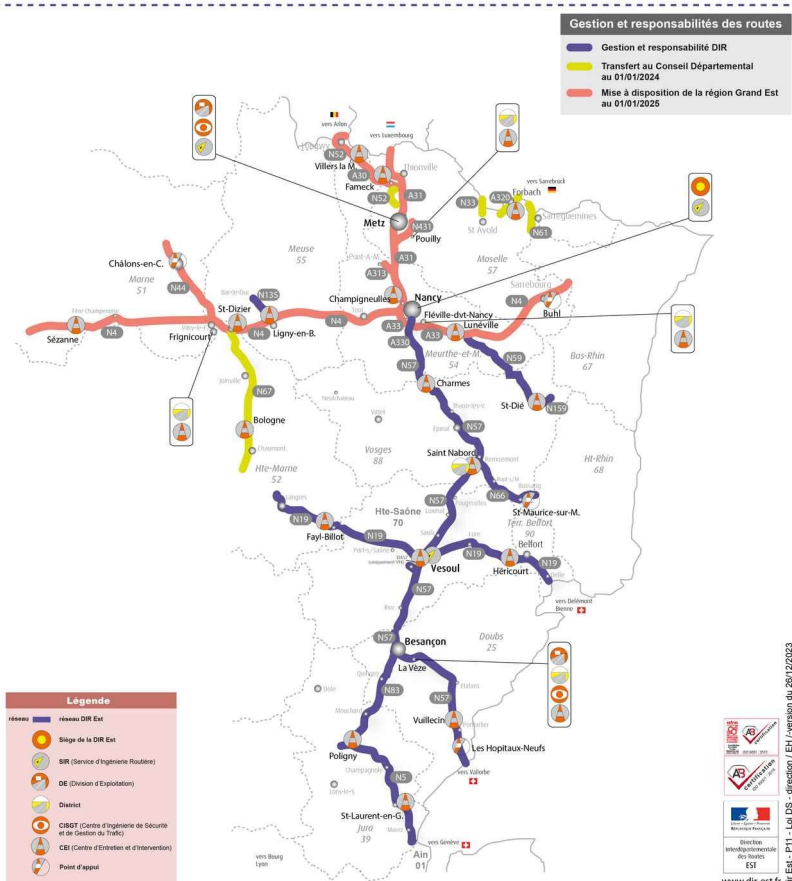
Dans le cadre de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, une partie du réseau routier national géré par la DIR Est sera mise à disposition de la région Grand Est à compter du 1^{er} janvier 2025. Les routes concernées sont les suivantes : A30, A31, A33, A313, RN4, RN44, RN431 et la RN52 entre l'autoroute A30 et la frontière belge.

Dans ce cadre, le présent marché public pourrait être transféré et / ou partagé avec la région Grand Est pour les prestations qui s'exécuteront sur les routes concernées.


MINISTÈRE
CHARGÉ
DES TRANSPORTS
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Le réseau de la DIR Est au 1er janvier 2024

Décision ministérielle du 4 janvier 2023



ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché et Normes

Les prestations, objet du présent marché, concernent :

La maintenance des PMV de la DIR-Est.

Les prestations comprennent notamment :

- le pilotage des maintenances ;
- la maintenance préventive ;
- la maintenance corrective ;
- la gestion des lots de maintenance le cas échéant ;
- la maintenance des organes de télécommunication associés.

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : l'ensemble des départements du territoire de la DIR-Est (25, 39, 51, 52, 54, 55, 57, 70, 88 et 90) sur le RRN (réseau routier national).

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

La référence des normes applicables figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications

1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter l'acheteur auprès du titulaire :

Le chef du Service Systèmes et Réseaux (SESYR) ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3.1 du cahier des clauses administratives générales de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS)) ;
- b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG/FCS) ;
- c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 30 du CCAG/FCS).

1-2.2. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG/FCS, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG/FCS, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique en vigueur, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

Le destinataire devra adresser un courriel en retour, valant accusé de réception dans un délai qui ne devra excéder 24 heures.

En application de l'article 3 du CCAG, la date et l'heure de réception mentionnées sur le récépissé de transmission du courriel sont considérées comme celles de la notification.

Dans le cas où le destinataire n'accuserait pas réception de l'information, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG/FCS, si l'information transmise au destinataire ne mentionne pas de délai(s) celui-ci (ceux-ci) commence(nt) à courir dès l'accusé de réception par le destinataire.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Le bon de commande précise le délai d'exécution conformément à l'article 13.1.2 du CCAG/FCS.

1-4. Passation des commandes

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par :

- le Chef du SESYR, son adjoint ou son intérimaire. L'acheteur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins ;

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, par mail.

Le titulaire devra accuser réception par renvoi par mail du bon de commande portant la date et l'heure de réception.

Chaque bon de commande précise :

- La désignation et la catégorie des produits ;
- La quantité commandée par catégorie ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant par catégorie de produits ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le mode de conditionnement ;
- Le mode de transport ;
- Le lieu d'exécution/de livraison et la zone géographique ;

- Le délai d'exécution/de livraison ;
- Le début d'exécution du bon de commande ;
- La référence du marché (n° d'engagement juridique) en 130xxxxxxx pour chaque lot ;
- Le numéro du bon de commande en 140xxxxxxx ;
- Le numéro chorus du fournisseur (titulaire du marché).

1-5. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le marché est alloté en 2 lots désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
Lot 1 (MAD RGE)	<ul style="list-style-type: none"> • les autoroutes A30 (54, 57), A31 (54, 57), A313 (54), A33 (54) ; • les nationales N52 (54), N431 (57), N44 (51, 55) et N4 (51, 52, 54, 55, 57).
Lot 2 (ETAT)	<ul style="list-style-type: none"> • l'autoroute A330 (54) ; • les nationales N135 (55), N1135 (55), N59 (54, 88), N159 (88), N19 (52, 70, 90), N66 (88), N57 (25, 54, 70, 88), N83 (25, 39) et N5 (39).

1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-6.1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5.1 du CCAG/FCS, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-3.8 du CCAP.

1-6.2 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

Pour l'application du présent article, le responsable du traitement au sens du règlement européen 2016-679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, est l'acheteur, le sous-traitant et le titulaire du marché public.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le non-respect de ces obligations par le titulaire du marché entraîne l'application de pénalités définie à l'article 4-3.9 du CCAP et devient un nouveau cas de résiliation du contrat pour faute.

1-7. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail. Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1-7.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 44.1 du CCAG/FCS.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-7.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-7.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code

du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, pour les prestations autres que les fournitures, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-2.4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L.1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-7.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se

conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 41 du CCAG/FCS.

1-7.3. Responsabilités et Assurances

Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du Code civil.

Assurances de responsabilité civile de droit commun

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 960 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 750 000 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9.2 du CCAG/FCS, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance. Ils doivent adresser **ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure**, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-7.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché

La sous-traitance ne peut intervenir qu'en cours d'exécution des prestations objet du marché.

Les dispositions des articles L. 2193-1 à L. 2193-14 de l'ordonnance relative au CCP et des articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du décret relatif au CCP s'appliquent de plein droit.

Celle-ci concernera seulement les interventions terrain, la sous-traitance pour les fournitures n'est pas autorisée.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle de l'entreprise pour laquelle il effectue la demande.

Méthodologie de la demande de sous-traitance

Le titulaire transmettra un formulaire DC4 pour chaque sous-traitant signé des deux parties, mentionnant la nature des prestations qu'il entend lui confier ainsi que le montant des prestations sous-traitées à l'adresse suivante :

pole-administratif-marches.bgam.sg.dire@developpement-durable.gouv.fr

La signature électronique conforme eIDAS plus rapide est fortement recommandée.

Pour rappel, la combinaison signature électronique et manuscrite est interdite.

En cas de signature manuscrite, l'identité des signataires pouvant engager leur société doit être indiquée.

Le formulaire de sous-traitance « papier » est à envoyer avec avis de réception à l'adresse postale suivante :

**Direction interdépartementale des routes Est
BGAM – Pôle administratif
10-16 Promenade des Canaux
BP 82120
54021 Nancy Cedex**

Le montant maximal mentionné sur le DC4 devra être impérativement strictement inférieur au montant du bon de commande.

Il est à noter que dans la mesure où un même sous-traitant devrait effectuer des prestations sur plusieurs bons de commande, il est nécessaire de rédiger un acte de sous-traitance pour chaque bon de commande.

Tous les documents constituant les actes de sous-traitance seront entièrement rédigés ou traduits en langue française.

1-7.5. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1-7.6. Clauses sociales et environnementales

1-7.6.1. Clauses sociales

Sans objet

1-7.6.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article n° 16.2 du CCAG/FCS, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

En complément de l'article n° 16.2 du CCAG/FCS, Les pièces particulières fixent des prescriptions environnementales notamment pour la gestion des déchets.

1-8. Ordres de service

Le bon de commande est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

1-9. Coordinations en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

Pas de coordination SPS.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

Pièces contractuelles

- L'acte d'engagement à compléter par lot ;
- Les Listes de Prix (LP) :
 - 2024-Maint-PMV-2025-2029-LP-Lot1 ;
 - 2024-Maint-PMV-2025-2029-LP-Lot2.
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et, comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun aux 2 lots ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Document « Risques liés aux interventions sur le réseau » ;
- Les DC4 conclues en cours d'exécution du marché ;
- Les avenants.

Pièces non contractuelles

- Détail estimatif par lot ;
- Offre technique.

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Contenu des prix - Règlement des comptes

3-1.1. Contenu des prix

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, les prix du marché sont hors TVA, sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché et sont réputés comprendre :

- les mesures de sécurité et d'exploitation (plan de prévention, demande d'intervention sur le réseau) ;
- les dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur et au document s'y référant ;
- les précautions liées à la protection de l'environnement ;
- le phasage des travaux, notamment :

- principes d'exploitation ;
- délais d'instruction des dossiers d'exploitation et de signature des arrêtés de circulation ;
- délais de contrôle.
- les sujétions d'exploitation liées à des travaux sous circulation et des contraintes de mise à disposition des ouvrages ;
- les risques liés à la réalisation de travaux conduits en parallèle du présent marché sur la même zone, et pour lesquels l'entrepreneur ne pourra se prévaloir, ni pour éluder les obligations de son marché, ni pour élever une réclamation ;
- les délais d'exécution restreints qui peuvent conduire le titulaire à s'organiser en travail posté.

3-1.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la LP .

3-1.3. Modalités du règlement des comptes du marché

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG/FCS.

3-1.4. Modalités de transmission et de paiement

3-1.4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte".

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Dans l'outil CHORUS PRO, les projets de décompte sont nommés factures de travaux.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'État.

La dématérialisation des projets de décompte avec Chorus Pro peut être opérée selon plusieurs modalités parmi lesquelles la saisie en ligne de la facture et le dépôt en ligne du projet de décompte. Des possibilités sont aussi proposées qui permettent aux opérateurs économiques de mener le raccordement de leur système informatique de facturation directement à Chorus Pro ou par l'intermédiaire d'un portail tiers.

Le point de départ du délai de paiement est le dépôt du projet de décompte sur Chorus Pro, à l'exception du cas particulier du projet de décompte final pour lequel le point de départ du délai de paiement correspond au dépôt du décompte général définitif sur Chorus Pro par le titulaire.

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas cette obligation légale, la demande de paiement sera rejetée.

Le portail Chorus Pro est accessible par internet en se connectant à l'URL :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour information, le site suivant centralise la documentation sur Chorus Pro :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Un abonnement préalable à l'espace « factures émises » dans Chorus Pro (un temps de validation à cet espace est requis depuis les données de votre compte) est nécessaire.

Les documents doivent être déposés en utilisant les codes suivants :

Pour le lot 1 RGE.

- **Cadre de facturation A1** Dépôt par un fournisseur d'une facture

- **Destinataire :** SIRET de l'État : 11000201100044
- **Code du Service Exécutant :** FAC0000057

Pour le lot 2 ETAT.

- **Cadre de facturation A1** Dépôt par un fournisseur d'une facture
- **Destinataire :** SIRET de l'État : 11000201100044
- **Code du Service Exécutant :** CGFB200067
- **Numéro de marché :** Indiquer le numéro de marché fourni, à 10 chiffres commençant par « 130xxxxxxx » pour chaque lot.

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro d'EJ du marché en « 130xxxxxxx »
- Le numéro d'EJ du bon de commande en 140xxxxxxx
- Le détail des prestations facturées faisant référence au bordereau des prix et aux quantités réalisées.

3-1.4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-2. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues.

3-2.1. Les prix sont révisables par application d'une formule et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-2.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui du mois de remise des offres.

Ce mois est appelé "mois zéro" (M_0).

3-2.3. Choix de l'index de référence

Les index de référence choisis en raison de leur structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché sont :

Index	Désignation
ICHT-IME ou 001565183	Indice Coût Horaire du Travail – Industries Mécaniques et Electriques
010764349	Produits informatiques, électroniques et optiques, Équipements électriques

Il est publié :

Cet index est publié :

- [INSEE](#) (rubrique rechercher avec 001565183, 010764349 ;
- Sur le site internet du [moniteur](#), avec ICHT-IME, 010764349.

3-2.4. Modalités de révision des prix

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG/FCS l'arrondi est appliqué au résultat final. Le prix final de la révision est indiqué au centième d'euro.

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = 0,5 * (ICHT-IME_n / ICHT-IME_0) + 0,5 * (010764349_n / 010764349_0)$$

La périodicité de la révision est de 12 mois. La première révision est effectuée **au mois de reconduction du marché** avec :

I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois M_0 d'établissement des prix

I_n = Valeur de l'index de référence I définitif prise au mois de reconduction du marché

3-2.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Sauf disposition contraire, les pénalités définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

4-1. Délais d'exécution

Le délai d'exécution afférent à chaque commande, ainsi que son point de départ, seront précisés dans le bon de commande.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/FCS, les pénalités de retard sont appliquées quels que soient les montants et s'appliquent pour chaque bon de commande.

4-2.1. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des prestations, une pénalité de 0,5 % de la valeur du bon de commande par jour ouvré.

4-2.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Sans objet.

4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, les pénalités définies dans les articles suivants sont appliquées quels que soient leurs montants et s'appliquent pour chaque bon de commande.

4-3.1. Pénalité pour retard d'intervention

Sans objet.

4-3.2. Pénalité pour dépassement de la durée d'intervention

Sans objet.

4-3.3. Pénalité pour indisponibilité

Sans objet.

4-3.4. Retenue pour non remise en état des lieux

Le titulaire est tenu de respecter la propreté des lieux.

En cas de non remise en état des lieux après exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 €.

4-3.5. Retenue pour non remise de documentation

En cas de retard dans la remise de la documentation définie au CCTP, le titulaire subit une retenue forfaitaire de 100 € par jour ouvré de retard.

4-3.6. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

En cas de non-respect par le titulaire ou/et un sous-traitant des prescriptions du plan de prévention, une pénalité journalière de 200 € est appliquée, après constatation par le maître d'ouvrage, tant que le titulaire ou/et un sous-traitant ne remplit pas ses obligations.

4-3.7. Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

4-3.8. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6.1 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 €.

4-3.9 Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.2 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 €.

4-3.10 Clauses sociales

Sans objet

4-3.11. Clauses environnementales

Sans objet.

4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

4-5. Maintenance corrective bloquante

Les interventions seront effectuées sur simple appel téléphonique, systématiquement confirmées par mail à l'une des personnes habilitée à signer les commandes visées à l'article 1-4 du présent CCAP, à l'une des personnes désignées à l'article 3-2 de l'acte d'engagement et confirmé par bon(s) de commande.

Elles concernent les prestations suivantes :

- la maintenance corrective **bloquante**

Les interventions sont effectuées dans le délai maximal suivant :

- En heures ouvrées de jour (soit de 09H à 15H) : délai de quatre (4) demi-journées ouvrées

Le délai commence à courir à partir de l'envoi de la demande d'intervention par mail.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG/FCS.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 30 % du montant initial TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 30 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-1.4.2 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur à 30 %, le remboursement débutera dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1 du CCAG/FCS, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du bon de commande ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée à l'acheteur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

ARTICLE 7. MISE EN PLACE ET EXÉCUTION DU MARCHÉ

7-1. Mise en place du marché

Le marché est soumis aux dispositions des articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11 du Code du Travail, les mesures à prendre pendant la mise en place sont précisées à l'article 7-2 ci-après.

7-2. Conditions d'exécution

7-2.1. Prise en charge des matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire – Stockage, emballage, et transport

Sans objet.

7-2.2. Signalisation du site à l'égard de la circulation publique

Sans objet.

7-2.3. Maintien des communications

Sans objet.

7-2.4. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de l'acheteur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;

– au règlement intérieur de l'établissement.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- L'outillage ;
- Les équipements de manutention ;
- Les protections ;
- Les meubles vestiaires ;
- Les matériels de télécommunication ;
- Les tenues de travail ;
- Les équipements de recherche de personnes (bips, talkie walkie...).

7-2.5. Mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

7-2.6. Prise en charge et restitution des installations et de la documentation

A - Prise en charge des installations

Aucune stipulation particulière.

B - Restitution des installations

Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements en état normal d'entretien ou de fonctionnement.

C - Prise en charge et restitution de la documentation des installations

A la fin du marché, l'ensemble de la documentation mise à jour doit être restituée.

7-2.7. Documentation technique

Le titulaire s'engage à fournir au plus tard à la livraison et sans supplément de prix toute la documentation (une version numérique format PDF) et ses éventuels rectificatifs rédigées en langue française nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct des fournitures livrées et leurs maintenances éventuelles.

7-2.8. Revendications des tiers

Le titulaire garantit l'acheteur contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriétés intellectuelles ou industrielles des prestations faisant l'objet du présent marché.

Si l'acheteur est victime d'un trouble dans la jouissance des prestations exécutées, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

7-3. Conditions d'intervention

Sans objet.

7-4. Formation

Sans objet.

7-5. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Il est fait application des dispositions suivantes :

- Les dispositions des articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 13, 15 et 16, R.4513-1 à 11 et 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11 du Code du travail n'ont pas pour effet d'affecter les règles relatives aux responsabilités respectives des chefs d'entreprises à l'égard de leur propre personnel.
- Dans la suite du présent article et en application de l'article R.4511-9 du Code du travail, le terme "chef d'entreprise" s'applique au chef d'entreprise ou à son représentant habilité.

7-5.1. Dispositions à prendre pendant l'exécution des prestations sur le site

A - Il est rappelé qu'en application des articles R.4512-15 et 16 du Code du travail, les chefs d'entreprises extérieures doivent, avant le début d'exécution des prestations et sur le lieu même de leur exécution, faire connaître à l'ensemble des salariés qu'ils affectent à ces prestations, les dangers spécifiques auxquels ils sont exposés et les mesures prises pour les prévenir.

B - Un plan de prévention sera établi à l'issue de la mise en place du marché, les chefs d'entreprises mettent en œuvre les mesures prévues par ce plan de prévention.

A son initiative ou à la demande d'un chef d'entreprise extérieure, le chef d'entreprise utilisatrice organise une ou des inspection(s) et réunion(s) auxquelles les chefs d'entreprises extérieures convoqués doivent obligatoirement participer. Les mesures décidées à l'occasion de ces inspections ou réunions font l'objet d'une mise à jour du plan de prévention.

Dans le cas contraire, les chefs d'entreprises extérieures sont tenus de se conformer aux consignes de sécurité qui leurs ont été communiquées par le chef d'entreprise utilisatrice.

Par ailleurs, en application de l'article R.4512-7 du Code du travail, s'il apparaît que le nombre d'heures de travail doit atteindre 400 heures, le titulaire en informe le représentant de l'acheteur ainsi que le chef de l'entreprise utilisatrice.

Un plan de prévention est aussitôt établi par les chefs d'entreprises, ils mettent en œuvre les mesures prévues par ce plan ainsi que celles des articles R.4513-1 à 4 du Code du travail.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, ...), le responsable de l'exécution du bon de commande doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

C - Le chef d'entreprise extérieur informe le chef d'entreprise utilisateur de l'intervention de nouveaux salariés sur le site. Il est tenu de procéder à l'information de ces nouveaux salariés conformément au **A** du présent article.

7-5.2. Surveillance médicale des salariés

Aucune stipulation particulière.

7-5.3. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

La signalisation au droit des travaux est à la charge du RA.

Elle doit être conforme à l’Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière (IISR), définie par l’arrêté du 24 novembre 1967 et l’ensemble des textes qui l’ont modifié.

ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES

8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais

8-1.1. Surveillance en usine

Sans objet.

8-1.2. Vérifications quantitatives

Les vérifications quantitatives sont effectuées par l'Exploitant, dès livraison des fournitures ou dès l'exécution de l'intervention.

Elles portent sur les quantités des prestations réalisées, conformément à la commande :

- le nombre de matériels fournis ;
- le nombre d'interventions en maintenance préventive ;
- la durée de chaque intervention, jusqu’au rétablissement, en maintenance corrective.

Elles sont effectuées dans un délai de 15 jours à dater du rétablissement de l’équipement.

À défaut, les prestations sont réputées admises.

8-1.3. Vérifications qualitatives

Les vérifications qualitatives sont effectuées par l'Exploitant, dès livraison des fournitures ou dès l'exécution de l'intervention.

Elles portent sur la qualité des prestations réalisées, conformément à la commande :

- le respect des matériels fournis ;
- l'état des équipements et systèmes concernés par l'intervention ;
- la remise en état et la propreté du site ;
- le contenu des rapports d'intervention et documents fournis.

Elles sont effectuées dans un délai de 15 jours à dater du rétablissement de l’équipement.

À défaut, les prestations sont réputées admises.

8-1.4. Essais

Une vérification de fonctionnement est effectuée sur les équipements et systèmes concernés par l'intervention.

8-2. Admission

Aucune stipulation particulière.

8-3. Garantie(s)

8-3.1. Garantie des prestations

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG, le délai de garantie est fixé à deux (2) ans.

8-3.2. Garantie de suivi de la documentation

Sans objet.

8-3.3. Garantie particulière

Sans objet.

ARTICLE 9. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG/FCS complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41.1 h) du CCAG/FCS.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 41 du CCAG/FCS, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 41.2 du CCAG/FCS, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39.2 du CCAG/FCS.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

L'acheteur se réserve le droit de faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire, selon les dispositions de l'article 45 du CCAG/FCS.

ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES

Elles sont définies dans le CCTP.

ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du RC sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG/FCS - RC :

CCAP 1-2.2	Déroge à l'article	3.2.1 du CCAG/FCS
CCAP 1-7.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG/FCS
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG/FCS
CCAP 3-2.4	Déroge à l'article	10.2.3 du CCAG/FCS
CCAP 4	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG/FCS
CCAP 4-2	déroge à l'article	14.1.2 du CCAG/FCS
CCAP 4-2.1	déroge à l'article	14.1.1 du CCAG/FCS
CCAP 4-3	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG/FCS
CCAP 5-2	déroge à l'article	11.1 du CCAG/FCS
CCAP 8-3.1	déroge à l'article	33.1 du CCAG/FCS
CCAP 9	déroge à l'article	41.2 du CCAG/FCS
RC 3-2	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG/FCS

b) CCP :

RC 3-2	déroge à l'article	R.2143-11 du Code de la Commande Publique
--------	--------------------	---